



CHAPITRE 133

Loi concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales et scolaires dans la ville de Louiseville

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

Préambule.

ATTENDU que la Corporation de la ville de Louiseville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de la ville de Louiseville que sa charte soit modifiée;

Que dans l'intérêt général des citoyens, ses contribuables, la ville de Louiseville devra faire et effectuer des travaux, améliorations et constructions urgentes, nécessaires, indispensables, qui nécessiteront des dépenses considérables et l'obligeront à contracter des dettes substantielles;

Que telles dettes dans l'opinion de la pétitionnaire, la ville de Louiseville, ne pourront se solder avec les taxes existantes;

Que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, ont besoin de revenus supplémentaires pour leur permettre la construction et l'entretien d'écoles additionnelles;

Que les revenus de la Commission scolaire pour la municipalité de la ville de Louiseville sont insuffisants pour rencontrer les exigences de ses écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

CHAPTER 133

An Act respecting the imposition of a sales tax for municipal and school purposes in the town of Louiseville

[Assented to, the 29th of March, 1950]

WHEREAS the Corporation of the town of Louiseville and the School Commissioners for the municipality of the town of Louiseville, in the county of Maskinongé, have, by their petition, represented: Preamble.

That it is in the interest of the ratepayers and for the proper administration of the town of Louiseville that its charter be amended;

That in the general interest of the citizens, its ratepayers, the town of Louiseville will have to make and carry out urgent, essential and strictly necessary works, improvements and constructions, which will entail considerable expenses and will compel it to incur substantial debts;

That such debts, in the opinion of the petitioner, the town of Louiseville, cannot be paid out of the existing taxes;

That the School Commissioners for the municipality of the town of Louiseville, in the county of Maskinongé, need additional revenues to enable them to construct and maintain additional schools;

That the revenues of the School Board for the municipality of the town of Louiseville are insufficient to meet the requirements of its schools and that it has become necessary to increase them;

Qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Défini-
tions:

1. 1. Dans le présent article à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

"ache-
teur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-après mentionné, un bien mobilier;

"bien mo-
bilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

"person-
ne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"prix de
vente",
"prix d'a-
chat";

d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur des services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais de douanes, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";

e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix de vente ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente en
détail";

f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";

g) "usager" signifie toute personne qui dans le territoire utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"ven-
deur";

h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail dans le territoire, quelque bien mobilier pour fin de consommation ou d'usage et non de revente;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. 1. In this section, unless the context implies a different meaning:

Défini-
tions:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinafter mentioned;

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable according to the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local exchange telephone service only;

c. "person" means and includes any individual, firm, company, corporation, estate, association of persons, sequestrator, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;

d. "sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the real value of the thing exchanged, and any consideration or prestation accepted by the vendor as the price of the thing covered by the contract of sale. It shall include the charges for the installation of the thing sold, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease and any other contract whereby for a sale price or other consideration a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;

f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

g. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use of for that of other persons at his expense;

h. "vendor" means any person who sells retail any moveable property in the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;

"territoire";
"ville";

i) "territoire" signifie le territoire de la ville de Louiseville;
j) "ville" signifie la ville de Louiseville;

"trésorier";
"secrétaire-trésorier".

k) "trésorier" signifie et désigne le trésorier de la ville de Louiseville;
l) "secrétaire-trésorier" signifie et désigne le secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de la ville de Louiseville;

Taxe de vente autorisée.

2. La ville de Louiseville peut, par règlement, prélever à compter du 1er mai 1950 ou de toute autre date postérieure qu'elle fixera inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales de la ville de Louiseville.

Taxe d'éducation, autorisée.

La Commission scolaire de la municipalité de la ville de Louiseville peut par résolution, prélever à compter du premier mai 1950, ou de toute autre date postérieure qu'elle fixera, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale, dite "taxe de vente" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales de la ville de Louiseville.

Ventes à l'extérieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire pour éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc.

La taxe peut également être imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un

i. "territory" means the territory of the town of Louiseville;

j. "town" means the town of Louiseville;

k. "treasurer" means and designates the treasurer of the town of Louiseville;

l. "secretary-treasurer" means and designates the secretary-treasurer of the School Board of the town of Louiseville;

2. The town of Louiseville may by by-law levy, from the first of May, 1950, or from any subsequent date it may determine, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effect, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, sold in the territorial limits of the town of Louiseville.

The School Board for the municipality of the town of Louiseville may by resolution levy, from the first of May, 1950, or from any subsequent date it may determine, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding one per cent of the retail sale or purchase price, except the exemptions hereinafter enumerated, on any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, sold in the territorial limits of the town of Louiseville.

Subject to the exceptions in subsection 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case, the thing covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or if the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory to evade the payment of the tax.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, etc.

"territory";

"town";

"treasurer";

"secretary-treasurer".

Sales tax, authorized.

Education tax authorized.

Sales outside territory.

Motor vehicles, etc.

véhicule automobile tel que défini par la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil ou les commissaires pourront déterminer par règlement ou résolution, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire quel que soit l'endroit en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Excep-
tions.

3. La présente taxe ne s'applique pas :

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange, Inc.;
- d) Aux créances, droits d'actions, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) Au tabac et à la bière;
- f) A la gasoline et au kérosène (huile de charbon);
- g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou apiculteur, et provenant de son exploitation;
- i) Aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme;
- j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche, achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;
- k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;
- l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin; aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;
- m) Aux prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the council or the Commissioners may determine by by-law or resolution, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

3. This tax shall not apply to the following:

Excep-
tions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange, Inc.;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Tobacco and beer;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
- i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;
- j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;
- k. Natural water, distilled water and ozonized water;
- l. Medicaments delivered on doctors' prescription; artificial limbs and orthopedic appliances;
- m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n) Aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85);

o) Aux ventes au gouvernement provincial ou au gouvernement fédéral;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux repas;

s) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans ledit territoire, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors dudit territoire assujéti à la taxe, pour consommation ou usage en dehors du territoire assujéti à la taxe;

t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoirs;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

Ventes avant mai 1950, etc. La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le premier mai 1950 ou avant toute autre date fixée par le conseil ou les commissaires pour l'application de la taxe. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1950, ou un mois avant la date fixée par le conseil ou les commissaires, et si elle a été payée, la ville et la commission scolaire sont autorisés à faire remise.

Exception. Cependant, toute marchandise livrée après le premier mai 1950 ou après toute autre date postérieure fixée par le conseil ou la commission scolaire en raison du contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le premier mai 1950 ou à

n. Prices of admission to places of amusements, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Provincial Government or to the Federal Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Meals;

s. Sales made by any person carrying on business in the said territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the said territory subject to the tax, for consumption or use outside of the territory subject to the tax;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraphic messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of May, 1950, or before any other date fixed by the council or the Commissioners for the application of the tax. The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1950, or one month before the date fixed by the council or the Commissioners, and, if paid, the town and School Board are authorized to remit the same.

Exception. Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1950, or after any later date fixed by the council or the School Board, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1950, or at any

une autre date fixée par le conseil ou la commission scolaire est assujettie à la taxe.

Vente annulée.

Quant une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardé par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Vente de plusieurs objets.

4. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, a taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Computation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un cent est comptée pour un cent entier que l'acheteur doit payer.

Perception.

5. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à termes, ou par versements et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la ville et de la commission scolaire, pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe perçue et à percevoir et en faire remise à la ville et à la commission scolaire, le tout suivant les dispositions des règlements que la ville adoptera en vertu du présent article et suivant les résolutions que la commission scolaire adoptera.

Recours.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur hors du territoire.

6. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors de la ville, n'est pas tenu de percevoir la taxe si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans la ville.

Paiement direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la ville et à la commission scolaire.

Convention entre municipalités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou sa place d'affaires dans une municipalité, ville ou cité qui perçoit déjà une taxe de vente, la ville et la commission

other date fixed by the council or the School Board, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sale annulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

Exchange.

4. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several articles sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is computed as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Computation.

5. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the town and of the School Board for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit same to the town and to the School Board, the whole according to the provisions of the by-laws which the town shall adopt in virtue of this section and according to the resolutions which the School Board shall adopt.

Collection of tax.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Recourse.

6. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the town shall not be bound to collect the tax if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the town.

Vendor outside territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the town and to the School Board.

Direct payment.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a municipality, town or city which already collects a sales tax, the town and the School Board

Inter-municipal agreement.

scolaire pourront conclure une entente avec telle cité, ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la ville et à la commission scolaire, comme si la vente eut été faite dans les limites de la ville.

Privilège. 7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la ville et la commission scolaire du montant de la taxe qu'elle a perçue, la créance de la ville et de la commission scolaire contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la ville ou la commission scolaire.

Paiement obligatoire. 8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail dans les cas prévus dans le présent article, sans payer au vendeur lors de l'achat la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem. Il est défendu à toute personne d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe dont l'imposition est autorisée par le présent article ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règlements de perception. 9. La ville et la commission scolaire pourront en tout temps, adopter les règlements et résolutions et autres mesures qu'elles jugeront nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elles imposeront, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter à ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir de la manière indiquée par la ville et jour par jour un compte séparé de la taxe perçue ou à percevoir, à lui faire rapport par écrit sous serment, aux dates que la ville et la com-

may arrange with such city, town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the town and to the School Board, as if the sale had been made in the limits of the town.

Privilege. 7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the town and of the School Board for the amount of the tax collected. The claim of the town and of the School Board against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the town or the School Board.

Obligatory payment. 8. It shall be unlawful for any person to make a retail purchase, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Idem. It shall be unlawful for any vendor to advertise or convey to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax the imposition of which is authorized by this section shall not be payable or paid by the purchaser.

By-laws for collecting tax. 9. The town and the School Board may at any time adopt the by-laws and resolutions and other measures which they may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which they shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the town, and day by day, a separate account of the tax collected or to be collected, to make a written report to the town, under oath, on the

mission scolaire fixeront et suivant les formules qu'elles fourniront, à leur faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elles détermineront, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par le trésorier ou le secrétaire-trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements et résolutions adoptés par la ville et la commission scolaire sont observés, et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne, corporation ou autres ainsi que ses officiers et employés à fournir à la ville et à la commission scolaire ou à leurs représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règle-
ment.

Tout règlement et résolution autorisés par le présent article pourront être adoptés par le conseil et la commission scolaire sans avis préalable et ils seront en vigueur après publication dans un journal de langue française deux fois consécutives, publié à Louiseville, ou dans la ville la plus rapprochée.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la ville et à la commission scolaire un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire, ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, ou devant le secrétaire-trésorier, lesquels sont autorisés à recevoir tels serments.

Montant
dû.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le trésorier ou le secrétaire-trésorier de la ville ou de la commission scolaire, établit au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la ville ou à la commission scolaire. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la ville et de la commission scolaire, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars,

dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the town and the School Board, to remit to them the tax collected, on the dates and in the manner they shall fix, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by the treasurer or secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws and resolutions adopted by the town and the School Board are complied with, and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person, corporation or others, as well as their officers and employees to furnish to the town and to the School Board or their representatives any information they may require.

Any by-law and resolution authorized by this section may be adopted by the council and the School Board without prior notice and they shall be in force after being published twice consecutively in a French newspaper, published in Louiseville or in the nearest town.

Adoption
and effect
of by-law.

10. Every person required to furnish to the town or to the School Board a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of Three Rivers, or before the secretary-treasurer of the School Board, who are authorized to receive such oath.

Oath.

11. If the vendor does not make the report required, the treasurer or the secretary-treasurer of the town or of the School Board shall establish, to the best of his knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the town or to the School Board. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Amount
due.

12. Every person who, being the agent of the town and of the School Board, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, commits an offence, and shall be liable, for each offence, in addition to the payment of the costs, to a fine of not less than

Offence
and penal-
ty.

mais n'excédant pas mille dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Peines
pour in-
fractions.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu dans la présente loi, sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible, pour chaque infraction sciemment commise, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la ville et de la commission scolaire pour les fins de la présente loi, annonce ou fait savoir au public d'une manière quelconque, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction et est passible pour chaque infraction d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la ville et de la commission scolaire pour les fins de la présente loi, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, ou refuse ou néglige de remettre à la ville et à la commission scolaire, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue s'il s'agit d'un défaut de remise, et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue s'il s'agit d'un défaut de remise de la taxe, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Amende.

13. La ville peut par tout règlement et la commission scolaire peut, par toute résolution adoptée en vertu de la présente loi, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne ou corporation à tel règlement ou résolution, une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obliga-
tions du
contre-
venant.

14. Le paiement des amendes et pénalités imposées par la présente loi et par tout règlement et résolution adoptés par la ville ou la commission scolaire sous leur empire, ne libérera pas le contre-

five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this act without paying the tax imposed commits an offence and shall be liable for each offence, knowingly committed, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the town and of the School Board for the purposes of this act, advertises or conveys to the public in any manner whatsoever, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, commits an offence and shall be liable, for each offence, to a fine of not less than ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the town and of the School Board for the purposes of this act remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, or refuses or neglects to remit to the town and to the School Board the tax which he has collected, commits an offence and shall be liable, for each offence, in addition to the payment of the tax collected, in the case of default to remit, and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, in the case of default to remit the tax, to imprisonment not exceeding one month.

13. The town may, by any by-law and the School Board may, by any resolution passed under this act, impose for any infraction, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law or resolution by any person or corporation, a fine of not more than fifty dollars for each infraction.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this act, and by any by-law and resolution adopted by the town or the School Board, under their authority, shall not exempt the offender from the

venant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par la présente loi, et les règlements et résolutions.

Infraction par compagnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements ou à l'une des résolutions de la ville et de la commission scolaire est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la ville peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, la ville et la commission scolaire pourront également imposer, pour chaque infraction à leurs règlements ou résolutions, des amendes et des pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Délai.

17. Il sera permis à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas un mois pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

Jurisdiction.

18. La Cour des sessions de la paix siégeant à Louiseville, ou la Cour de magistrat, siégeant à Louiseville, ou la Cour supérieure du district des Trois-Rivières, selon le cas, ont juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la ville ou la commission scolaire, en vertu de la présente loi ou de tout règlement ou résolution édicté sous leur empire quelque soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur.

Matière sommaire.

Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153, du Code de procédure civile, s'appliqueront.

Mode de perception.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la ville, en son nom et au nom de la commission scolaire, peut également recouvrer la dite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans le code ou la Loi des cités et villes pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentant du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même

carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this act and the by-laws and resolutions.

15. When an infraction of one of the by-laws or one of the resolutions of the town and of the School Board is committed by a company or corporation, the fine which the town may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.

Offence by company.

16. In the case of subsequent offences, the town and the School Board may also impose, for each infraction of their by-laws or resolutions, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months

Subsequent offence.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding one month to pay the amount of the fine imposed and the costs.

Delay.

18. The Court of the Sessions of the Peace sitting in Louiseville, or the Magistrate's Court sitting in Louiseville or the Superior Court of the district of Trois-Rivières, as the case may be, shall have jurisdiction to hear and adjudicate upon any action instituted by the town or the School Board, under this act or any by-law or resolution enacted under their authority, whatever be the place of the domicile, residence or place of business of the defendant.

Jurisdiction.

Such action shall be deemed to be summary matter, and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153 of the Code of Civil Procedure, shall apply.

Summary matter.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the town, in its name and in the name of the School Board, may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in the Code or the Cities and Towns Act for the collection of taxes owing to it, and with the same privileges.

Mode of levy.

19. The sale made by any employee or representative of the vendor shall be deemed to have been made by the vendor him-

Responsibility for employees.

l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours que la ville et la commission scolaire peuvent exercer en vertu de la présente loi ou des règlements et résolutions qui pourront être adoptés par la ville et la commission scolaire, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement suivant le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu de la présente loi est celui fixé par la Loi des cités et ville pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités, le délai de prescription sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. La ville et la commission scolaire peuvent indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent dont deux pour cent payable par la commission scolaire et trois pour cent par la ville du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Conventions.

22. La ville et la commission scolaire pourront faire une ou des conventions avec le trésorier de la Province au sujet de la perception de la présente taxe.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

self. In the same manner, the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the town and the School Board may exercise under this act or the by-laws and resolutions which the town and the School Board may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this act is the same as that fixed by the Cities and Towns Act for other taxes. For the fines and penalties the delay for prescription shall be one year from the date when the offence was committed.

21. The town and the School Board may compensate the vendor, to the extent of five per cent, two per cent of which being payable by the School Board and three per cent by the town of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of such tax may cause him.

22. The town and the School Board may enter into one or more agreements with the Provincial Treasurer with respect to the collection of this tax.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Prescription.

Compensation to vendor.

Agreements.

Coming into force.